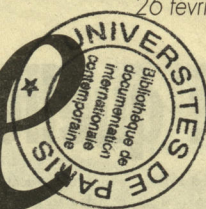


# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

26 février au 4 mars 1998



10,00 F

## Élections régionales et cantonales

# Abstention sans complexe!

**O**N PEUT EN RICANER ou en douter, mais le fait est que nous sommes bel et bien entrés dans la phase active des élections régionales et cantonales prévues les 15 et 22 mars prochain. Et à l'évidence, cela ne déchaîne pas les passions populaires.

Les politiciens ont donc appris à s'en accommoder et font leurs petites affaires entre eux. Ils se disent qu'au bout du compte les abstentionnistes et les non-inscrits ne sont qu'une menace éphémère... pour le moment. En effet les règles de la démocratie représentative sont ainsi faites qu'avec un minimum

de peser sur la répartition des budgets sociaux au sein des conseils généraux, par exemple. Sans parler des facilités induites pour placer au fil du temps des cadres à des postes bureaucratiques clés. Tous les partis politiques procèdent de la sorte, bien entendu, mais cela n'évague pas le fait de l'infiltration des structures étatiques par les fachos. Difficile de se voiler la face, sauf à être inconscient des règles du jeu politique qui façonnent notre réalité quotidienne. Le F.N. peut être en situation de renforcer institutionnellement les dérives xénophobes et racistes en œuvre par ailleurs dans la société.

naire. L'argument est facile et primaire mais encore efficace auprès d'électeurs pas trop critiques et anesthésiés par l'arme fatale du « je choisis le moins pire ». Il convient donc de rappeler à ces antifascistes électoraux qu'ils devraient se poser la question de savoir si, par hasard, le fascisme ne serait pas un produit de la démocratie représentative dans la mesure où ce système politique pérennise et légitime une économie construite sur la domination et l'exploitation, ce qui n'engendre que misère, frustration et corruption, terreau essentiel à l'extrême droite?

Ne faut-il pas justement stigmatiser la délégation de pouvoir, les hiérarchies sociales, la fumisterie des leaders sensés nous guider vers un monde meilleur, l'absence de tout contrôle réel des fonds publics et privés, fruit du travail collectif, etc.

C'est parce que nous sommes conscients avec notre critique et avec notre rejet de cette société que nous refusons de collaborer à ces pantomimes électorales. Et c'est parce que nous travaillons à la construction d'une société émancipée de ces injustices par l'action d'un mouvement social égalitaire et libertaire que nous assumons notre abstention.

Combien de fois faudra-t-il répéter que la meilleure arme contre le fascisme est et restera la lutte sociale? Depuis 1981 la preuve a été faite qu'objectivement une majorité de gauche permet aux poisons du racisme et du fascisme de se développer. Pis encore, cette dérive n'est plus depuis longtemps le fait de la seule activité du F.N. Il existe aujourd'hui un racisme d'État avec le vote « démocratique » de lois sclérotiques à propos de la politique de l'immigration et des sans-papiers!

### De l'abstention... à l'émancipation sociale!

Le fait nouveau pour cette gauche inconsistante est que les anarchistes reprennent pied dans les mouvements sociaux. Il devient difficile pour eux de s'en tenir à leurs habituels discours sur l'inexistence des organisations anarchistes comme ils le distillent systématiquement depuis des dizaines d'années.

Aujourd'hui l'appel à l'abstention a un écho du fait des impasses dans lesquelles se sont mis eux- ●●● page 8

● Nouveau procès contre  
● le Monde libertaire  
● page 4

● Irak :  
● la population en otage  
● page 5

● Lutte des chômeurs :  
● Paris, Carcassonne...  
● page 3 et 8



de voix, il est possible d'accrocher une bonne place ou pour le moins d'intervenir dans les rapports de forces institutionnels, ce qui procure nombre d'avantages matériels.

Il ne suffit donc pas de constater que le F.N. stagne en nombre de voix depuis plusieurs années pour être rassuré puisque l'accroissement du nombre de non-votants et la multiplication des listes vont probablement permettre à ce parti fasciste d'avoir des pourcentages électoraux élevés. Cela lui donnera plus d'élus et en conséquence plus de capacité à orienter au quotidien la gestion des lycées dans les conseils régionaux et

C'est pour la gauche et son extrême un des rares arguments qui leur restent pour justifier le « vote utile » dans un cirque électoral dont plus personne n'attend quelque chose.

### Le « vote utile » au profit de qui?

Cette gauche plurielle ne manque donc pas de mettre les anarchistes face à leurs « responsabilités », et nous accusent de faire le jeu du fascisme parce que nous appelons à l'abstention révolution-

ISSN 0026-9433 - N° 1112

M 2137 - 1112 - 10,00 F



Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web  
Radio libertaire, le Monde libertaire  
<http://www.altern.org/fa>

## EDITORIAL

Un mercredi soir... Sur le petit écran, ceux et celles qui ne la connaissent pas encore, peuvent découvrir une récente émission de TFI, au titre prometteur de « Les français sont comme ça ». Tout un programme! Une émission de plus, nous direz-vous, qui s'ajoute aux autres stupidités quotidiennement déversées sur la même chaîne, pour ne parler que d'elle. Peut-être, mais une émission qui se distingue néanmoins, de par les remarquables efforts de ses producteurs pour nous livrer une malsaine mixture ultra-patriotique! Tout y est: le décor (en bleu, blanc, rouge!); le très lourd « bon sens » de M. Coffe, devenu semble-t-il le champion indiscutable de la glorieuse cuisine française; le sociologue de service, qui commente avec un enthousiasme feint une succession insensée de sondages aussi douteux qu'aléatoires; et pour finir, l'animateur dynamique, répétant toutes les dix minutes que, oui, décidément, « les français » sont formidables: « ils » achètent intelligent - c'est bien connu tous les habitants des autres contrées consomment comme des cons -, « ils » savent faire la fête, « ils » ont le sens aiguë de la famille etc. Car, bien entendu, c'est un « style de vie », des mœurs, des traditions, bref une culture nationale qui est supposée faire cette fameuse identité française. Dans cette émission, mais plus globalement dans l'ensemble du discours médiatique dominant, la « culture française » est défendue avec tant de force, de conviction (et de moyens financiers!) que celui qui oserait douter, ne serait-ce qu'un instant, de cette si magique identité collective, ne pourrait être qu'un fou ou le plus sinistre des imbéciles... Dans le déversement journalistique de stéréotypes franchouillards, on reconnaît tout de suite certaines bonnes vieilles valeurs: le sens de la famille notamment. Mais, mutations sociologiques oblige, c'est une nouvelle famille, plus restreinte, qui est dépeinte et encensée. Inutile de dire combien ces discours nous sont insupportables! Dans cet univers artificiel, il va de soi que la notion de classes sociales, tout comme celle d'individu - au sens noble du terme - n'existe pas, n'a pas le droit d'exister. La « culture nationale », dont la réalité sociologique reste toujours plus que relative, sert en réalité d'alibi au nationalisme, concept éminemment politique, indispensable aux classes dominantes et qui porte immanquablement en lui la même logique xénophobe même s'il change de look; un nationalisme qui, au bout de compte, donnera encore plus de force aux discours du Front national!

POP 2520

# Corse : quelle révolution ?

**I**L N'Y A PAS DE « question corse », il n'y a que la question sociale, universelle, avec ses modalités locales. Il n'y a pas de zone de « non droit », il n'y a que des rapports de force formalisés en principes de droit, dont l'application est variable suivant l'évolution de ce rapport. C'est l'essence même du système étatique, dans toutes ses composantes, universelles, nationales et locales. Il n'y a pas d'État démissionnaire, sauf à le considérer étroitement comme étant la seule forme d'une combinaison ministérielle, il y a un pouvoir qui fait ses choix.

L'État, quel qu'il soit, sait parfaitement s'accommoder du banditisme et des mafias. Au Japon, les yakuzas qui ont pignon sur rue sont tolérés (prostitution, extorsion, chantage, gardiennage politique...) en échange d'une paix sociale et culturelle (refus de la drogue, notamment, valorisation de la « particularité nipponne », soutien à l'empereur). En Italie, la démocratie chrétienne, premiers ministres en tête, a prouvé qu'elle savait s'accommoder de la mafia. En Belgique, une partie de l'élite a monté ses réseaux pédophiles grâce à de nombreux compléments. Dans tous les pays du monde, l'État sait à qui s'adresser pour mener à bien des affaires louches, comme les trafics d'armes ou les attentats, quand ce n'est pas lui-même qui les organise (barbouzes, provocateurs, manipulateurs...). Que le système mafieux soit le lointain survivant d'une époque pré-industrielle n'empêche pas la démocratie contemporaine de se consolider, de la même façon que la survivance des diverses monarchies, qui ne sont pas toutes de pacotille (Royaume-Uni, Japon, Arabie Saoudite, Espagne, Belgique, Suède...), ne perturbe pas l'existence simultanée du parlementarisme.

## La fiction de l'indépendance

Il n'y a pas non plus de dépendance ou d'indépendance en Corse. Il n'y a que de l'interdépendance, avec là encore ses rapports de force. La fiction de l'indépendance, largement démontrée depuis la décolonisation des pays dits du tiers-monde, n'a d'intérêt que pour la bourgeoisie locale qui la propage, quitte à éluder certains faits. En Corse, plus de la moitié du produit inté-

rieur brut provient de la France continentale grâce aux retraites, aux subventions et aux aides diverses (1). Un économiste corse me confiait que 1997 avait été une mauvaise année parce qu'il y avait eu moins d'incendies de forêt par rapport à d'habitude et que le P.I.B. allait chuter d'un ou deux points, par manque à gagner des subventions afférentes (assurances, reboisement, primes...). Quant aux débouchés de l'économie locale, ils se tournent également vers l'« extérieur », au même titre que l'élevage bovin du Limousin ou le décolletage de la vallée de l'Arve.

De fait, l'« indépendance » économique corse ne peut être qu'une illusion, à moins de retomber dans une autarcie médiévale (qui n'existait pas non plus). L'élite corse le sait très bien. Dans ces conditions, elle joue, comme toutes les bourgeoisies, son propre jeu : tirer au maximum sur la corde, gagner le plus possible d'argent, de pouvoir... C'est dans son sillage qu'elle va entraîner le prolétariat et la paysannerie corses. Elle va le faire d'autant plus facilement qu'elle a délibérément quitté le train de la modernisation à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en choisissant le parti français. A cette époque, la Corse était pionnière dans de nombreux domaines : première constitution italienne (celle de Pascal Paoli de 1755, rédigée en italien), le plan Terrier de 1770-1795, premier aménagement cadastral du genre en France sinon en Europe (2), premier code pénal français, première abolition de la torture (en 1788, douze ans avant le continent), nouveau projet de code civil (dès 1776 mais inabouti).

## Un système clientéliste

Mais les jeux étaient faits. Dans la grande fureur de la rivalité franco-anglaise, la bourgeoisie corse fut un moment tentée de rallier le libéralisme mercantiliste des Britanniques, comme le symbolise l'épilogue d'un Pascal Paoli, le « père de la nation corse », réfugié en Angleterre après la défaite de Ponte Nuovo contre les troupes françaises en 1769 puis exilé à Londres, où il meurt en 1807, après l'échec du royaume anglo-corse (1794-1796). Mais la monarchie française, qui avait racheté « provisoirement » l'île au royaume de Gênes en 1768 et qui s'était montrée un temps favorable à l'indé-

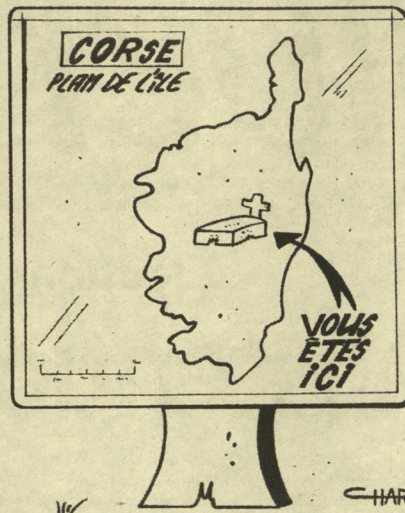
pendance de la Corse, est balayée par le jacobinisme centralisateur. Il ne reste plus qu'à Napoléon et aux différentes Républiques de consacrer une intégration clientéliste de la Corse, qui perdure jusqu'à nos jours.

Ce système clientéliste, fait de prébendes, de passe-droits, de relations privilégiées et de subtiles hiérarchies, est particulièrement solide (3). Il serait vain de n'y voir que l'oppression d'un pouvoir extérieur, colonisateur. Il résulte aussi de la propre structuration interne de la société insulaire, avec ses hiérarchies de classes, de statuts et de clans. On a calculé que chaque famille, au sens large, possède au moins un élu en son sein. Difficile, dans ces conditions, d'échapper à la logique du pouvoir, fût-il microscopique. Le système clientéliste-clanique repose sur des valeurs traditionnelles méditerranéennes, faites de machisme, de vendetta, de loi du silence, d'enfermement (4). La violence qui en résulte, on la retrouve aussi bien en Sicile, à Chypre, qu'en Algérie.

## Révolution nationale ou révolution sociale

Sa reproduction est assurée par la famille, et en particulier par les femmes, mères ou sœurs. Aussi promettrons-nous que soit l'actuel mouvement des femmes en Corse pour lutter contre la généralisation de la violence, il faut bien convenir que son succès ne pourra pas faire l'économie d'une profonde remise en cause du rôle des femmes dans la reproduction des valeurs traditionnelles, et en liaison avec une critique plus globale du pouvoir et de la stratification sociale, ce qui n'exonère pas, bien entendu, le propre rôle des hommes. Une révolution culturelle, en somme!

Néanmoins, même si l'on souligne le sociologue Jean-Louis Briquet, les particularités de la politique en Corse ne résultent pas de la permanence des archaïsmes culturels mais d'une adaptation constante du pouvoir des notables à un environnement changeant (5). De fait, le nationalisme corse qui a ressurgi dans les années 1970 - après la période des années 1930-1940 où il s'était rallié au fascisme italien, au sabianisme du P.P.F. de Doriot et au pétainisme - s'est retrouvé dans une logique inéluctable. Au départ, il contestait le clanisme. Il déclarait qu'il ne voulait pas séparer la libération dite « nationale » de la libération sociale. Mais là comme ailleurs (Algérie, Indochine, Angola...), ce mélange des genres contre-nature n'a profité qu'à l'élément le plus exclusiviste, le nationalisme, le chauvinisme, le patriotisme identitaire et social qui finit par tourner en boucle : confusion entre la fin et les moyens, radicalisme, prise en otage des civils, slogans xénophobes (I.F.F. : I Francis fuori : les Français dehors), impôt révolutionnaire transformé en rente néo-féodale, trafics divers, affairisme (monopole de Bastia Securities, racket de l'île de Cavallo...), drames en tout genre (effondrement de la tribune de Furiani avec un S.C. Bastia lié aux nation-



nalistes, règlements de compte meurtriers...). Le tout est saupoudré de discours culturalistes et identitaires sur la différence locale et sur la « préférence régionale » qui, sur le continent, font les gorges chaudes d'un front se proclamant national (6).

Car le gâteau est de plus en plus alléchant. L'État a toujours engagé des sommes considérables dans l'île. En 1830, Jérôme Adolphe Blanqui (le frère de celui qui lança la devise « ni Dieu, ni maître ») soulignait déjà que la Corse était la seule colonie qui coûtât de l'argent à sa métropole, alors que sous l'Ancien régime les Antilles rapportaient plus de la moitié du commerce extérieur français. Actuellement, la Corse est la région la plus aidée de France. Elle touche annuellement environ 11,4 milliards de francs de subventions, tandis que les Corses contribuent à l'impôt pour 4,6 milliards. Grâce au principe de la « continuité territoriale », les sociétés de transport (S.N.C.M. et Air Inter) sont subventionnées à 900 millions de francs (7). La TVA est réduite dans certains domaines. Les primes sont déléguées sans véritable contrôle (comme la fameuse prime à la vache).

Définir les raisons d'un tel déficit voulu par l'État lui-même n'est pas simple : mélange de jacobinisme, de géopolitique méditerranéenne et de réseaux économiques, politiques ou mafieux (il faut bien blanchir quelque part l'argent des trafics continentaux). Mais, de toutes façons, il y a du fric à prendre! La société d'assistanat corse se stratifie en conséquence. Le système se complexifie (superposition des zones d'aides, casse-tête des divers types de subventions nationales ou européennes). Il réclame de plus en plus de temps, de spécialistes, d'intermédiaires, de bureaucrates (5 000 fonctionnaires liés à l'agriculture - D.D.A., I.N.R.A., etc. - pour 3 600 exploitants agricoles), de politiciens qui assurent les relais, et de nouvelles instances.

## L'enjeu Européen

Le système s'opacifie et, en même temps, il s'élargit : c'est l'Europe, le nouvel enjeu qu'ont parfaitement assimilé les notables corses. Jean Baggioni, président du Conseil exécutif de Corse, pouvait ainsi rentrer triomphalement dans l'île en juin dernier après avoir mené une intense campagne de lobbying auprès des instances européennes pour obtenir, avec l'aide de ses homologues de Méditerranée ou d'Atlantique, un avantage spécial pour les espaces insulaires dans le traité européen d'Amsterdam... Dans ce cas comme

dans d'autres, Baggioni et ses collègues corses court-circuitent toujours davantage les propres relais officiels de l'État français. Là se trouve l'un des principaux enjeux du nationalisme corse : se poser comme interlocuteur spécifique dans l'Union européenne, ce qui passe par une dure lutte d'influence pour en emporter la représentativité et la direction. Il est d'ailleurs possible que pour une partie de la bourgeoisie européenne la Corse constitue également le nouveau laboratoire d'une Europe régionalisée et balkanisée.

Renverser tout ce système clientéliste et clanique, décrit ici à grands traits, nécessite bien sûr autre chose que des mouvements de menton sur l'application pure et dure d'un quelconque républicanisme. Au-delà d'une indispensable révolution culturelle qui mette à bas le substrat anthropologique d'une société machiste et à maints égards rétrograde, s'ajoute la nécessité d'un combat anticapitaliste et antiétatique résolu, fondé sur des valeurs universelles et en liaison avec les autres luttes dans le monde. C'est d'abord le mode de relation qui est à revoir, de façon fédérale et libertaire, pas l'identité pratiquement génétique.

Philippe Pelletier  
(groupe Nestor Makhno)

- (1) Parmi ces retraites, non nombre proviennent des forces de répression (armés, gendarmerie, police...) ou se sont tristement illustrés de nombreux Corses, en particulier lors de la colonisation. Bourreaux-victimes, un schéma bien connu!
- (2) Mesure de l'île - le plan Terrier de la Corse 1770-1795. Musée de la Corse, 1997, 302 p.
- (3) D'après Jean-Pierre Bassetini, agent des impôts à Bastia, il y a en Corse un « apartheid fiscal » : fortes dérogations pour les patrons, alors que la fiscalité frappe lourdement les salariés. *Libération* du 16 février 1998.
- (4) Giudici Nicolas (1997) : Le crépuscule des Corses - clientélisme, identité et vendetta. Paris, Grasset, 384 p.
- (5) Briquet Jean-Louis (1997). *La tradition en mouvement - clientélisme et politique en Corse*. Paris, Belin, 306 p.
- (6) Le F.N. est d'ailleurs très peu implanté en Corse. Son discours identitaire et nationalitaire (quelle que soit la couleur du drapeau) est confisqué par d'autres. À moins d'un revirement à l'italienne l'ex-M.S.I. devenu Alliance nationale est utilisé dans l'Italie du Nord pour contre le sécessionisme padan; mais il s'agit là d'une configuration inverse, avec une fraction jouant radicalement la carte tricolore, il ne sortira pas du ghetto. Aucun des autres partis n'y a intérêt, même la gauche qui n'a pas besoin, localement, d'un épouvantail.
- (7) Peraldi Xavier (1997) : « Le système de continuité territoriale de la Corse : coiteux, forcément coiteux ». Communication au séminaire international « L'île laboratoire », Corse, 19-21 juin.

**le monde libertaire** Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

**Bulletin d'abonnement**

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).  
Chèque postal  Chèque bancaire   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1997  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

# COMATEC : 44<sup>e</sup> jour de grève...

**L'**ENTREPRISE COMATEC (filiale de la Compagnie générale des eaux et création de M. Quin, ex-directeur de la R.A.T.P.) emploie 800 personnes, dont 700 nettoyeurs sur les chantiers du métro. Cette entreprise cultive les exceptions - entre autres celle de voir la majorité de ses salariés syndiqués à la C.G.T., qui est dans l'entreprise le syndicat-maison. Depuis des années une forte minorité de salariés rejette les

conditions de travail et les niveaux de salaires imposés par la direction. Le 5 janvier 1998, cette forte minorité de salariés décide de créer une intersyndicale C.N.T.-C.F.D.T.-F.O., et occupe depuis ce jour un certain nombre de sites dans les couloirs du métro à La Défense, Châtelet, Auber, Gare de Lyon, etc. Plusieurs nuits ont été « agitées », la direction poussant devant elle des jaunes pour qu'ils nettoient le métro à la place des grévistes, et cela sous la

protection de la police et des G.P.S.R. (milices privées de la R.A.T.P.). La direction de la COMATEC a assigné plusieurs fois en référé l'intersyndicale et le président du tribunal a décidé d'interdire de métro une dizaine de compagnons et de nommer un médiateur sans résultat concret au moment où ces lignes sont écrites.

Les compagnons grévistes ont évidemment reçu le secours moral des adhérents de la C.N.T. d'Ile-de-France et des manifestations de soutien ont été organisées :

- 17 janvier : rassemblement devant le siège de la R.A.T.P.;
  - 6 février : occupation du siège de la R.A.T.P. (voir M.L. N° 1111) ;
  - 11 février : manif mobile dans les rames de métro pour informer les usagers ;
  - 18 février : journée nationale et internationale de soutien.
- Cette grève s'est déroulée en même temps que le mouvement des chômeurs. Depuis la suspension de la participation de la C.G.T.-chômeurs à ce mouvement, le gouvernement a fait pression sur les médias pour faire silence sur la poursuite du mouvement. La même politique s'applique sur cette grève, grève qui gêne beaucoup de monde. N'oublions pas que la COMATEC a la particularité



d'avoir été une pompe à finances pour la gauche et la droite. Quelque part, cette grève doit déranger. Les revendications essentielles étaient les suivantes :

- titularisation des intérimaires ;
- augmentation des salaires ;
- intégration des primes dans les salaires ;
- respect des travailleurs de la part de la maîtrise.

### Dernière minute

Les dernières tentatives de négociation ayant échoué, les compagnons de la COMATEC réunis en assemblée générale ont décidé de re-

prendre le travail. La direction consent à une avance sur salaire remboursable mensuellement et il n'y aurait pas de licenciement. Cela est loin de constituer une victoire, mais s'agit-il d'une défaite totale? Quoi qu'il en soit, une chose est sûre c'est que les compagnons de la COMATEC ont par cette lutte gagné leur dignité. La solidarité financière est maintenant, plus encore, nécessaire.

Yves Peyraut

La grève fut dure et nécessaire d'être soutenue. Toute solidarité financière peut être envoyée à : C.N.T.-A.I.T., Syndicat des transports, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.

## Tenter de criminaliser le mouvement n'arrêtera pas les chômeurs et les précaires

Depuis décembre 1997, le mouvement des chômeurs et précaires a, par des actions symboliques, dénoncé les institutions qui gèrent et organisent la misère qui frappe près de 10 millions de personnes dans ce pays : occupation d'A.S.S.E.D.I.C., d'A.N.P.E., de Centres d'action sociale, interventions au Conseil économique et social, à la Bourse du Commerce, à E.D.F., etc.

Ce mouvement rencontre un vaste écho dans la population - qui vit le chômage et la hantise du chômage - et met à mal l'image sociale de ce gouvernement qui, élu pour lutter contre le chômage, a fait la sourde oreille aux revendications des chômeurs et des précaires, privilégiant le « réalisme » économique. Ce mouvement a fait reculer le sentiment de fatalité et d'exclusion qui maintenait les chômeurs dans l'isolement et l'illusion d'un proche retour au plein emploi pour tous. Il a réussi à faire surgir au grand jour des exigences qui visent à l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie : augmentation de 1500 F des minima sociaux, extension du droit au revenu pour les moins de 25 ans, arrêt des expulsions, des coupures d'électricité, droit à la santé, à la formation, gratuité des transports en commun, etc.

Ce qui fait l'originalité de ce mouvement, c'est son inventivité et son dynamisme illustré par des actions non-violentes. Parmi ceux qui profitent de la misère, l'entreprise *Cash converters*, mont de piété moderne, prospère sur le manque d'argent qui frappe des millions de personnes. Une action non-violente et symbolique consistant à mettre sur le trottoir les objets achetés aux pauvres à bas prix était prévue le 11 février pour dénoncer ces nouveaux usuriers.

Mais, à peine arrivés sur les lieux, les manifestants ont été pris à partie par la police et violemment dispersés. 40 personnes ont été rafflées. Depuis, quatre d'entre elles sont en détention préventive à Fleury-Mérogis jusqu'à leur procès. Elles sont accusées par la police de « complexité, vol, violence à agent, dégradation de matériel », alors qu'il n'y a rien dans les dossiers individuels.

Le gouvernement, qui reste sourd au mouvement des chômeurs et espère l'arrêter en mettant en prison quatre manifestants, se trompe. Il s'agit à l'évidence d'une décision politique : ni l'arbitraire des arrestations ni les chefs d'accusation ne justifient cette mise en détention. Libération immédiate des chômeurs et précaires incarcérés!

Jeu 26 février, ils seront jugés à la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Palais de justice de Paris.

**Premiers signataires : A.C.I, Act-Up, C.N.T.-Ile-de-France, D.A.L., M.N.C.P., Reflex, S.U.D.-Education, Fédération anarchiste.**

# Procès Le Pen Les bons, la brute et le juge

**L**E JEUDI 19 ET LE VENDREDI 20 février avaient lieu au palais de justice de Versailles le procès des événements survenus à Mantes-la-Jolie lors de la venue de Le Pen l'année dernière, entre les deux tours des législatives. Venu soutenir sa fille candidate, celui-ci en avait profité pour faire le coup de poings contre les « pédés » et autres gauchistes venus l'accueillir, y compris la candidate socialiste, Mme Peulvast. Les images diffusées par les différentes chaînes de télévisions sont à l'heure actuelle très explicites. Devant la lourdeur des peines encourues (voix de fait en réunion, sur une parlementaire de surcroît), la défense de Le Pen avait consisté... à attaquer ses victimes, en les accusant de menaces de mort à son égard. Il risque en effet l'indignité pour un certain temps, ce

qui compte tenu de l'ambiance guerre de succession au sein du Front national n'est pas la meilleure chose qui puisse lui arriver ces derniers temps. Se retrouvant donc sur le banc des accusés cote à cote le leader du F.N., plusieurs sbires du D.P.S., et 8 militants antifascistes, dont un camarade du groupe d'Evreux de la Fédération anarchiste, un animateur de Radio libertaire et plusieurs membres du S.C.A.L.P. Voir pour tout ceci l'article déjà paru dans le Monde libertaire n°1102.

### Forte mobilisation antifasciste

Les deux camps ont bien évidemment mobilisé leurs troupes pour le procès. Les antifascistes se retrouvaient donc à quelques 500 personnes dans l'après-midi de vendredi, avec une forte délégation de militants de la C.N.T., de Ras l'front, ainsi que plusieurs élus socialistes (tiens, y aurait-il des élections dans l'air?). Quand au front, il organise une manifestation samedi après-midi, donc après les débats, mais en misant sur une démonstration de force, toujours en vue des élections prochaines, en tablant sur une dizaine de milliers de personnes, soit l'équivalent de ce qu'il mobilise à chaque premier mai à Paris.

Malgré les reportages télévisés de l'époque qui montrent clairement Le Pen et ses sbires s'en prendre aux contre-manifestants, les fascistes nient toute violence physique et parlent de montage audiovisuel, de complot politique. Avec plus ou moins de bonheur et d'aisance, mais on ne recrute pas au D.P.S. en fonction de l'élocution, ce qui donne des dialogues du type : « reconnaissez-vous avoir frappé cette personne ? » Réponse : « y m'a traité, m'dame ! ». Le policier du service des Voyages officiels détaché à la

sécurité de Le Pen, comme député européen, lui, n'a rien remarqué. Par contre le commissaire à la sécurité urbaine, ainsi que le responsable des Renseignements généraux de Mantes, font tous les deux un témoignage accablant de la violence des frontistes. Sans doute encore une rivalité des services de la police

La couverture médiatique du procès est à la hauteur de l'enjeu. Tout le monde a donc pu prendre connaissance de la lourdeur des peines demandées par le procureur, tant contre les uns que contre les autres : trois mois fermes ou avec sursis, 20 000 F d'amende et surtout deux ans de privation de droits civiques pour le Pen, deux mois, toujours fermes ou avec sursis, et 2 000 F d'amende pour les antifascistes ainsi que plusieurs membres du D.P.S. Et le Pen dénoncer une justice aux ordres du pouvoir, socialo-communiste pour l'occasion. Le verdict est en délibéré.

La sévérité manifeste se veut sans doute exemplaire, histoire de prévenir toute utilisation future de la violence en politique, et en même temps de limiter la lutte antifasciste à l'électoratisme béat, dans la plus pure tradition du front républicain. Le Condiator gau-lois joue son avenir politique de président du front national, et son parti avec lui, car seule sa présence à ce poste permet d'unir des éléments aussi disparates que ceux qui s'y côtoient. Pour les antifascistes, il y a aussi un risque de criminalisation effectif : si le verdict confirme la demande des frontistes, des slogans du type « Le Pen, une balle, le F.N. une rafale », ou même d'autres moins explicites, pourront en permanence être assimilés à des menaces de mort, jurisprudence à l'appui.

Guillaume  
groupe Louise Michel

## En bref

■ Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Le groupe Bakounine est présent sur le marché de La Pallice, à La Rochelle le premier dimanche de chaque mois (près du marché couvert). Groupe Bakounine, c/o ADIL, B.P. 3 17350 Port d'Envaux.

■ La C.N.T. vient de faire paraître le deuxième numéro de sa revue « Les Temps Maudits ». Au sommaire : Crise du travail ou crise du capital ; anarchosyndicalisme et travail ;

comment parler du travail des femmes ; le syndicalisme de base en Italie. 30 F. En vente à la librairie libertaire.

■ Le groupe libertaire de Tours change d'adresse : Groupe libertaire, B.P. 0421, 37204 Tours cedex 3.

■ Nouveau point de vente du Monde libertaire à Paris : chaque dimanche sur le marché Bastille-Richard Lenoir de 10 heures à midi.

■ Un groupe libertaire lycéen est en train de se constituer sur Evreux. Ses membres appellent les lycéennes et lycéens d'Evreux à le contacter. Groupe libertaire lycéen. c/o CEREL ; B.P. 263, 27002 Evreux cedex.

HARMAG

oni et ses collègues toujours davantage de l'Etat français. Principaux enjeux du poser comme inter-l'Union euro-par une dure lutte importer la représen- Il est d'ailleurs posie de la bourgeoisie constitue également ire d'une Europe ée.

système clientéliste ci à grands traits, tre chose que des ton sur l'applica-d'un quelconque -delà d'une indis-culturelle qui mette ropologique d'une à maints égards la nécessité d'un ste et antiétatique valeurs universelles autres luttes dans le d le mode de rela- le façon fédérale et ité prétendument

Philippe Pelletier  
Nestor Makhno)

on nombre provien- (armée, gendar- sont tristement illus- es, en particulier lors urraux-victimes, un

an Terrier de la Corse  
Corse, 1997, 302 p.  
Battestini, agent des  
Corse un « apartheid  
ns pour les patrons,  
ppe lourdement les  
16 février 1998.

(1997) : Le crépuscule  
me, identité et ven-  
4 p.

(1997). La tradition  
lisme et politique en

très peu implanté en  
ntitaire et nationali-  
leur du drapeau) est  
À moins d'un revire-  
S.I. devenu Alliance  
d'Italie du Nord pour  
badan ; mais il s'agit là  
erse), avec une frac-  
t la carte tricolore, il  
Aucun des autres par-  
a gauche qui n'a pas  
épouvantail.

« Le système de conti-  
e : coauteurs, forcément  
on au séminaire inter-  
Corse, 19-21 juin.

# Un nouveau procès contre le Monde libertaire

Après Le Pen et Debré (suivi de Chevènement) c'est au tour du député-maire socialiste de Noisy-le-Grand, Pajon de poursuivre le *Monde libertaire* en justice pour une sombre histoire de murs pas nettoyés. Notre journal est donc appelé à comparaître une nouvelle fois devant les tribunaux le 6 avril prochain. Eh oui, ce n'est pas le chômage, l'avenir de la jeunesse ou la vente de la population à l'A.M.I. qui préoccupe le bougre mais son image. Rappel des faits...

**I**L Y A UN AN ENVIRON le maire socialiste de Noisy-le-Grand portait plainte contre une des affiches du groupe Sacco-Vanzetti qui attaquait ses amis intégristes. Il ne supportait pas d'avoir son portrait sous le slogan : génération Mitterrand une chapelle pour les enfants de Pétain. Des militants d'Initiative Républicaine surpris en train de la coller seront poursuivis jusqu'au tribunal de Bobigny et menacés sur leurs lieux de travail. Pajon pensait avoir à faire à un complot maçonnique. Cette affiche sera recollée pour la première messe.

L'homme public au fou rire communicatif comme aime le décrire la presse locale tombe le masque et se montre un teigneux qui pète les plombs. Au Conseil municipal du 29 janvier 1998 dans les questions générales il en appelle au soutien du conseil. Nous pouvons relever la logique Ubucesque du personnage. Pour l'autorisation du permis de construire il décide seul mais pour attaquer la liberté d'expression il lui fait sa cour. Il accepte la chapelle soit disant pour ne pas infliger un procès aux contribuables mais pour poursuivre les anarchistes il préfère garder son argent au fond de sa poche. et taper dans l'argent public. L'ambiance du conseil municipal, c'est l'ambiance d'avant les échéances électorales ou l'odeur de la

gamelle prédomine tout. Pour un peu de beurre dans les épinards des représentants de la gauche plurielle se transforment en bouffons pitoyables. En effet M.D.C., P.C., Verts et I.R. membres à part entière du collectif contre l'église ont été informés de la sortie de l'affiche mise en cause. Découvrant la maquette de l'affiche tous hormis la L.C.R. gênée de notre autonomie se tapèrent sur le ventre en pensant à la gueule du Pajon.

Trou de mémoire au moment du vote seul l'élu I.R. votera contre, 2deux Verts (pour deux refus de vote), tous les P.C. pour (hormis un refus de vote) la palme du faux derche revenant à Epinard (M.D.C.) qui après s'être autoproclamé fondateur du collectif affirma n'avoir jamais été informé de cette horrible campagne mon bon maire sinon... du côté de l'opposition un R.P.R. votera contre et les élus F.N. s'abstiendront. Bref un vote qui donne des fourmis dans les poings.

## Pajon et Papon ont un avocat...

Le compte rendu du Conseil municipal affiché sur les murs de la ville passera sous silence la déclaration de C. Gaudray (I.R.) qui apportait de bonnes informations. pour les noisèens antifascistes Voici un extrait : «...pouvez-vous

nous dire si vous allez, pour cette très importante et très médiatique affaire, donner l'autorisation d'ester au très médiatique Maître Jean-Marc Varaut, avocat de la ville et défenseur de Maurice Papon, ce qui serait cocasse étant donné le contenu de l'affiche qui mentionnait les "enfants de Pétain". Rappelons-nous que quatre jours seulement après votre élection, vous faisiez appel à Maître Varaut et que le 14 octobre dernier, la ville lui payait encore des honoraires. Pour ceux qui ne le connaissent pas, Maître Varaut est le défenseur de Maurice Papon, il est proche des monarchistes et de l'extrême droite intégriste, et a pour clients Jacques Médecin et Claire Fontana, responsable de l'association anti-IVG "La Trêve de Dieu". Membre d'honneur de l'Alliance pour les Droits de la Vie, Maître Varaut ne cache pas ses sympathies. Mais peut-être sera-t-il trop occupé à défendre Papon pour défendre Pajon et confiera-t-il le dossier à un de ses associés, par exemple son fils, responsable du Mouvement pour la France à Paris.»

Décidément, cette mouvance de la droite extrême est omniprésente à Noisy et tout est fait pour l'y ancrer plus profondément.

## Paquet cadeau : le Monde libertaire

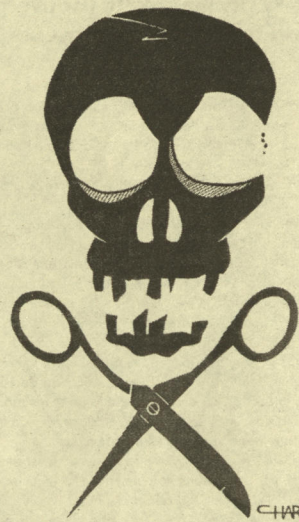
Le Conseil municipal offrant les fonds publics à Pajon celui-ci puise dedans et rajoute à l'histoire de l'affiche l'organe de la Fédération anarchiste. Ce qui perturbe le sommeil de Pajon ce n'est pas soit disant que nous ayons révélé son triste rôle mais qu'il soit signalé dans l'article que pour disparaître

de la ville les croix celtiques devaient être recouvertes par le collectif. Si tu n'aimes pas que tes magouilles soient connues tu vas être servi mon coco. La prose raciste ayant à nouveau envahi les murs depuis

deux-trois mois le collectif repare d'un grand nettoyage. Nous le ferons, que cela gêne les amis du maire ou non. A bon entendeur salut

AB

# CENSURE



# DICTATURE

## NOISY-LE-GRAND

# L'extrême droite s'installe, Pajon fournit les pierres

**D**EPUIS 1987, DANS UN LOCAL PRÊTÉ PAR LA MAIRIE de Noisy-le-Grand, l'A.N.C.R.E. (Association Noisienne Catholique pour la Continuité du Rite dans l'Église) célèbre une messe dans le quartier du « Pavé Neuf ». Fort du soutien de la fine fleur de l'extrême droite, l'A.N.C.R.E. décida de renforcer son audience par la construction d'une église. Pour ce faire, une chapelle du XIX<sup>e</sup> siècle fut achetée 360 000 F à un marchand de matériaux. Cet édifice de plus de 300 tonnes fut transporté pierre à pierre des Deux-Sèvres à Marne-la-Vallée (coût ?) sur un terrain acheté, ironie de l'histoire, rue Jules Ferry, pour 1,2 million de francs. Le devis de reconstruction fut établi aux alentours de 600 000 F.

François Triomphe, le président de cette association, et ancien candidat sur la liste F.N. pense, d'ici cinq ans, installer un prieuré avec une communauté de moines. Nous pouvons déjà prévoir l'ouverture d'écoles privées. En effet depuis sa fondation en 1970 par Mgr Lefebvre, La Fraternité Saint Pie X sait utiliser au mieux la loi Falloux de 1850 pour semer ses bâtiments. Ces écoles, lieux de propagande de prédilection où l'extrême droite se retrouve chez elle, s'inscrivent dans les 10% « hors contrats ».

## Complice et coupable

Le permis de construire, refusé par l'ancien maire UDF-RPR de Noisy le Grand, sera délivré par le maire socialiste rocardien Pajon, qui confond tolérance et complicité. Le but lamentable est de diviser la droite pour garder un trône en mairie et à la chambre des députés. La soif du pouvoir est plus forte que la défense des libertés, ainsi sans prévenir le conseil municipal Pajon signa le cadeau à l'extrême droite sous prétexte qu'il ne pouvait aller contre la loi. Pajon, lui, remplissait les trains pour obéir aux ordres.

La pose de la première pierre s'est effectué le 4 février 1996. Une centaine de Noisèens, sachant qui se cachait derrière

l'ANCRE, ont manifesté leur opposition au projet dans la froideur pendant que 250 fidèles, habillés bcbg, se gavaient de petits fours dans l'hôtel Adagio, avant de se rendre sur le chantier escortés par un immense pavillon chouan, battant au vent. Dès cette époque il était évident que cette chapelle redynamiserait les actions de l'extrême droite en Seine-Saint-Denis. La suite nous donna raison.

## Des adversaires déterminés

Dès le début des travaux de construction, de vives réactions apparaissent. Soit des personnes réagissent individuellement : dépôts de couches usagées sur le chantier et une attaque en règle dans la nuit du 19 au 20 février qui se soldera par une clôture abattue, des pierres et le chantier badigeonné à l'huile de vidange et quelques 80 sacs de ciment rendus inutilisables. Les réactions de l'extrême droite se font dans toutes les directions : François Triomphe y voit la contre onction du diable, *Radio Courtoisie* appelle ses auditeurs à monter la garde autour du chantier, *Présent* et *Rivarol* lancent des souscriptions. De leur côté, plusieurs organisations se regroupent autour d'une plate-forme et lancent un collectif de vigilance sur Noisy. Ce collectif, très large, regroupe des organisations allant de la FA au mouvement des citoyens en passant par CNT, SCALP, Initiative républicaine, Noisy autrement, Verts, LCR, Sud CRC, P.C.F. et UNEF ID.

Le groupe Sacco et Vanzetti produira trois affiches sur la poussée de l'extrême droite à Noisy-le-Grand. Celle qui rappelle le rôle du maire socialiste dans l'obtention du permis sera poursuivie en justice par Pajon. Non content de faire progresser la cause de l'obscurantisme et de l'ignorance, le mégalo réprime.

Un débat public dans une salle comble à majorité libertaire où toutes les prises de parole rappelaient le rôle joué par la mairie et le PS dans la montée du F.N. en inquiéta plus d'un. Le 11 novembre, c'était la manifestation contre la première messe

de la Fraternité Saint Pie X à Noisy-le-Grand. Nous pouvons aujourd'hui qualifier cette mobilisation de réussite!

Le collectif s'était fixé comme but de réunir au moins autant de personnes que les intégristes et ce fut réalisé! La presse accorde 600 personnes pour les opposants contre 400 pour les sectaires. Si l'on rajoute que le cortège libertaire à lui seul représentait plus de 50% des manifestants... Cela donna bien sur un autre ton aux slogans (ni Dieu ni maître ni ordre moral, l'extrême droite s'installe, le PS. fournit les pierres). La FA., la C.N.T. et le S.C.A.L.P. ont tenu plus que leurs engagements. Malheureusement si aucun photographe, ou cameraman ne pouvait ignorer nos couleurs lorsqu'il fallut passer les micros seuls les politiciens furent retenus. Pour les zones d'ombre, comment ne pas signaler le travail écoeurant de la section du PS. qui après les poursuites policières et les tracasseries pendant une année décida officiellement le soir du débat sur l'extrême droite, de rejoindre la manifestation. Là, les Pajonistes se surpassèrent car sur trois affiches appelant à manifester deux étaient systématiquement recouvertes par une autre sûrement plus d'actualité: l'inévitable rose appelant à adhérer au parti. Avec 1200 affiches rajoutées à celles du collectif et collées en 15 jours (on n'a pas rien sans rien) la parole resta aux libertaires!

Depuis, l'A.N.C.R.E. recherche des fonds pour poursuivre ses travaux mais c'est vrai que la Fraternité doit déjà financer l'équipement de l'église désaffectée de Saint-Ouen-de Mancelle à 40 km d'Evreux, cadeau de l'église officielle. L'extrême droite elle s'ancre. L'Église protestante indépendante (émanant du pasteur qui distribue des soupes populaires à préférences nationales) trouve siège social au 33 rue de Bourgogne à Noisy-le-Grand. Le siège départemental du F.N. quitte Pavillons-sous-Bois pour s'installer officiellement à Noisy-le-Grand... Sûrement de simples hasard, n'est-ce pas M. Pajon? Pour nous le combat continue. Nous avons déjà montré nos capacités de mobilisation.

G.L.

# Crise Irakienne : la population en otage

UNE FOIS DE PLUS, le scénario « Saddam Hussein provoque la communauté internationale, les Etats-Unis garants du droit international vont le remettre à sa place » se reproduit. Une fois de plus, on constate une étrange corrélation entre la « crise » et les péripéties de la politique intérieure américaine...

## Comment Saddam Hussein est perçu par l'opinion arabe

Il faut essayer de comprendre comment Saddam Hussein est perçu par une grande partie de l'opinion arabe. Certes, c'est un dictateur, mais dans le monde arabe il n'est qu'un dictateur parmi d'autres, et Hafez el-Hassad, son collègue et ennemi intime syrien, pour ne citer que lui, n'a rien à lui envier. Les pays du Maghreb, du Proche et du Moyen-Orient ne sont pas connus pour être des havres de démocratie parlementaire. Ça arrange d'ailleurs bien les pays occidentaux.

Evidemment, l'opinion arabe passe peut-être un peu rapidement sur les conditions dans lesquelles Saddam Hussein règne sur son pays, sur les atteintes multiples aux droits de l'homme, sur les méthodes policières, sur l'encadrement politique de la population, etc.

L'invasion du Koweït par l'Irak n'a pas suscité une approbation enthousiaste dans le monde arabe, mais pas de désapprobation massive non plus. Tout le monde sait, plus ou moins confusément, que le Koweït n'est pas un Etat mais un conseil d'administration dirigé par une famille qui raffle tout. Et tout le monde sait également que les griefs que l'Irak formulait à l'encontre du Koweït n'étaient pas non plus complètement infondés (1), ce qu'on s'est, évidemment, bien gardé de développer dans les médias occidentaux.

## Un des rares pays du tiers monde qui se développait réellement

Et puis, l'Irak avait quand même quelque chose de différent. Avant la guerre, c'était sans doute le seul pays du tiers-monde qui se développait réellement. En dépit des rapines effectuées par les couches dominantes sur la rente pétrolière, le pays avait une réelle politique de développement, et ça, c'était très dangereux, surtout pour les Etats-Unis (2).

Ce n'était pas une simple augmentation artificielle du produit intérieur brut due à l'argent du pétrole distribué de façon improductive. La structure économique et sociale du pays était celle d'un pays qui « décollait ». Lorsque l'Irak achetait une usine aux Occidentaux, les ingénieurs qui la montaient ne partaient pas tant qu'ils n'avaient pas formé des cadres autochtones capables de la faire fonctionner et d'en assurer la maintenance. Les cadres, ingénieurs et scientifiques irakiens n'ont rien à envier à leurs collègues occidentaux.

Dans presque tous les domaines, l'Irak maîtrise les technologies qui lui assurent une large indépendance par rapport aux pays occidentaux, y compris dans le domaine pétrolier. Avant la guerre il y avait 10,7 % d'analphabètes en Irak, contre 50 % en Arabie Saoudite.

Lorsque la quasi-totalité (98 %) des infrastructures industrielles a été détruite lors des bombardements, en 1991, les experts internationaux ont estimé que le pays était renvoyé à l'ère préindustrielle et qu'il lui faudrait vingt ans pour se reconstruire. Les Bouygues de tous les pays se frottaient les mains. En deux ans les principales infrastructures étaient reconstruites.

## Le prétexte de l'arme chimique

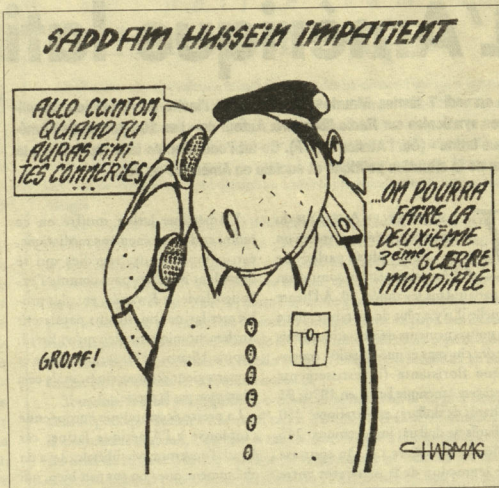
Que Saddam Hussein cache des armes chimiques dans les « sites présidentiels » n'a que peu d'importance. Israël possède 300 bombes atomiques, et personne ne s'en offusque. L'Irak possédait déjà des armes chimiques en 1991, obligamment fournies par des firmes allemandes, expertes en la matière, comme chacun sait. Pendant la guerre, Saddam Hussein ne les a pas utilisées, alors que tout le monde sait maintenant que la conception américaine de la guerre repose sur le principe « zéro mort », et qu'il suffit d'un petit nombre de tués, surtout si c'est de façon spectaculaire – par exemple un camion bourré d'explosifs, comme à Beyrouth – pour les faire partir. Pendant l'occupation américaine à Haïti, quelques suicides de G.I.'s avaient suscité un foin du tonnerre de dieu dans l'opinion « at home ».

Le vrai problème n'est pas celui de l'armement chimique de l'Irak mais de son industrie chimique. Aucun pays ne peut prétendre assurer son développement économique sans industrie chimique. Les produits chimiques sont utilisés partout. Or cette industrie présente cet avantage de fournir facilement un pré-

texte : l'Irak fabrique des armes chimiques ! Et, opportunément, en cassant l'industrie chimique irakienne, on rend le pays complètement dépendant de l'impérialisme occidental. La politique de l'administration américaine consiste donc à dramatiser systématiquement la situation en présentant à l'opinion occidentale un prétexte plausible. Ainsi, le système d'épuration d'eau a-t-il été bombardé parce que la chlorine, un désinfectant de l'eau, pouvait servir à la fabrication d'armes chimiques. Conséquence, dix-huit millions d'Irakiens reçoivent de l'eau contaminée dans leurs robinets, avec les conséquences pour la santé publique qu'on imagine. 98 % des stations électriques ont été détruites, parfois bombardées 5 fois. Une usine de fabrication de lait en poudre a été détruite parce que c'était une « usine chimique ».

Les livres n'entrent plus dans le pays. Le papier non plus, car il contiendrait un produit chimique qui pourrait être récupéré pour faire des armes ! Aucune publication scientifique ne passe le blocus. Les Nations Unies ont décidé que plus un seul projet scientifique ne se réaliserait sans son contrôle, et elle se réserve même le droit de regard sur le personnel engagé. Les pesticides sont interdits, les engrais aussi, tout cela pouvant produire des « armes chimiques », ce qui provoque de mauvaises récoltes. Le bétail n'est plus vacciné. Les produits anesthésiques également font l'objet du blocus, ce qui fait que les femmes subissent des césariennes à vif. Les usines de médicaments, de vaccins pour les humains ou pour le bétail ont été détruites et ne peuvent pas être reconstruites. Selon l'Unicef, 90 % des enfants étaient vaccinés, avant la guerre, c'est-à-dire plus qu'aux Etats-Unis. Aujourd'hui ils ne sont que 10 %.

Ces propos ne sont bien évidemment pas destinés à faire l'apologie du régime de Saddam Hussein mais à montrer le contexte dans lequel les Irakiens doivent subir l'acharne-



ment pointilleux des inspecteurs de l'O.N.U., qui font tout pour que le blocus ne soit pas levé et que le pétrole irakien ne revienne pas sur le marché international. Le Monde libertaire en a déjà largement expliqué les raisons (Cf. notamment : « Bombardements électoraux en Irak », Monde libertaire, 10-12 septembre 1996; « Une nouvelle guerre du Golfe? », 27 nov.-3 déc. 1997). Les inspecteurs de l'O.N.U., parmi lesquels se trouve une délégation américaine que Saddam Hussein estime pléthorique, semblent avoir un curieux talent pour « découvrir » une « affaire » chaque fois que les problèmes intérieurs aux Etats-Unis créent du souci au président. Ça doit certainement être vrai, parce que même la télé a fini par s'en apercevoir...

En ce moment, Bill Clinton a des problèmes de quéquette. Qu'à cela ne tienne, bombardons l'Irak!

Eric Villain

(1) Cf. René Berthier, *L'Occident et la guerre contre les Arabes*, L'Harmattan, p. 54 sq.

(2) « Le "crime" principal de Saddam Hussein, aux yeux de l'impérialisme, n'était pas de porter atteinte aux droits de la personne ni de massacrer toute opposition, car l'impérialisme se moque de ce genre de considération, il était de vouloir faire de son pays un "pays industrialisé autonome". C'est pourquoi il avait engagé pour plus de 7 milliards de dollars dans des projets à court terme

dans les secteurs pétrolier et gazier, mais aussi dans les matières premières (phosphates, soufre), dans les industries légères (textile, automobile, agro-alimentaire), dans l'industrie militaire, dans l'agriculture et même dans la reconstruction proprement dite.

« Le programme de reconstruction, après la guerre Iran-Irak, estimé à 60 milliards de dollars engagés à moyen et long terme, était impossible à réaliser dans les conditions de l'époque. Le bas niveau du prix du baril de pétrole suffisait tout juste à payer les importations courantes sans régler le problème de la dette. Or, pour compliquer les choses, le prix du brut chuta de nouveau au cours du printemps 1990, accusant l'Irak à la faillite.

« Un accord obtenu à l'OPEP fin juillet devait soulager un peu l'Irak du poids de sa dette en lui rapportant 6 milliards de dollars de plus grâce à la remontée du cours du baril de 14 à presque 20 dollars, mais cela représentait peu de chose par rapport au total des sommes dues. « Ces quelques informations chiffrées permettront sans doute de mieux situer le problème du conflit entre l'Irak et les Etats industrialisés. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. [...] Présenté comme un diable par les médias, il [Saddam Hussein] ne l'est pas plus que bien des dictateurs soutenus par les Etats occidentaux, et le gouvernement français moins que tout autre est en position de donner des leçons [...].

« Notre intention n'est évidemment pas de disculper Saddam Hussein mais de montrer que ce n'est pas ce critère-là qui a été déterminant dans la réaction occidentale.

« Lorsque Saddam Hussein n'était qu'un banal dictateur et rien d'autre, c'est-à-dire lorsqu'il arrêta, tourna les opposants, gazait les populations civiles irakiennes et kurdes sans menacer l'approvisionnement en pétrole occidental, aucun des gouvernements qui lui prêtait de l'argent, lui livrait des armes, du matériel informatique pour construire des fusées, n'a cru devoir protester ; pourtant, là se trouvaient de bonnes raisons pour organiser des représailles économiques.

« Ce qui est déterminant, c'est que si le projet de Saddam Hussein avait réussi, cela aurait inévitablement conduit à une modification du rapport des forces entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs, dans le sens d'un ajustement des prix plus favorable aux premiers. Le risque, en prime, était la constitution d'un bloc arabe plus solide face au monde occidental : que serait-il advenu si cette fraction importante du tiers-monde que constitue le monde arabe se mettait à produire ses propres voitures, son propre ciment, ses propres engrais, son propre textile ? A long terme, c'est cela qui était intolérable pour l'impérialisme. » Op. cit. pp. 23-24.



aire

ectif reparle d'un  
s le ferons, que  
maire ou non. A

AB

E

MAG

RE

erres

1. Nous pouvons

au moins autant  
balisés ! La presse  
contre 400 pour  
pertinente à lui seul

Cela donna bien  
ni ordre moral,  
erres). La FA., la  
rs engagements.  
u cameraman ne  
passer les micros  
zones d'ombre,  
de la section du  
tracasseries pen-  
voir du débat sur  
ion. Là, les Pajo-  
appelant à manifest-  
es par une autre  
appelant à adhérer  
es du collectif et  
n) la parole resta

ur poursuivre ses  
oit déjà financer  
Duen-de Mancelle  
ielle. L'extrême  
ndante (émanant  
es à préférences  
de Bourgogne à  
l du F.N. quitte  
ment à Noisy-le-  
pas M. Pajon ?  
déjà montré nos

G.L.

# L'Amérique latine après les dictatures

Le samedi 7 février, Maurice Lemoine était l'invité de l'émission **Chroniques syndicales sur Radio libertaire**. Autour de « Les 100 portes de l'Amérique latine » (éd. l'Atelier, 149 F). Ce fut l'occasion de faire rapidement le tour de la situation politique et sociale en Amérique du Sud.

**L**A SITUATION EN AMÉRIQUE DU Sud a énormément évolué; on ne peut plus parler de l'Amérique latine comme on en parlait dans les années 80. À l'heure actuelle il n'y a plus de dictature, il y a des gouvernements démocratiques élus par des citoyens et une situation économique florissante (investissements directs en Amérique latine en 1996: 31 milliards de dollars; exportations: 250 milliards de dollars; importations: 245 milliards de dollars...). On constate une régression de la pauvreté: entre 1990 et 1995 la pauvreté passe de 41 % à 39 % (dans les années 80, la pauvreté était passée de 35 % à 41 %). Évidemment, c'est une régression par rapport à une augmentation!

Ce qui donne l'image la plus réelle de l'Amérique latine, c'est que de 120 millions en 1980, le nombre de pauvres est passé à 160 millions en 1995! Donc, en réalité, il y a globalement une augmentation prodigieuse de la pauvreté, alors même que l'on est, en ce moment, dans une période dite de « modernisation ».

L'Amérique latine souffre en ce moment d'un phénomène médiatique, car, comparés aux tragédies qui se déroulent dans des pays comme l'ex-Yougoslavie, le Rwanda, etc., les problèmes latino-américains paraissent finalement mineurs, bien qu'au Brésil, depuis 15 ans, 1800 syndicalistes et paysans aient été assassinés, mais cela n'intéresse pas la presse...

La presse économique européenne s'intéresse à l'Amérique latine, car depuis l'ouverture néo-libérale, il y a un phénomène que l'on connaît bien, qui est la privatisation, et l'Amérique latine est en train d'être dépeçée par les entreprises françaises, espagnoles et américaines!

En ce qui concerne la démocratie en Amérique latine, on a vu se succéder des gouvernements les plus divers, de la droite dure à la social-démocratie et on pourrait considérer que les choses se passent « normalement », mais il faut voir qui gouverne réellement au-delà de cet habillage qu'est la démocratie... Le pouvoir économique est aux mains de jeunes yuppies, bardés de diplômes, qui

sont des monétaristes issus des universités américaines et qui sont tous des disciples plus ou moins proches de Milton Friedman, le gourou américain de l'ultralibéralisme...

## En route vers la « démocratie » ?

À propos de « dictature » et de « démocratie »: quand on rencontre des militants d'Amérique centrale, qui pendant quasiment dix-quinze ans se sont battus contre des dictatures et qui au terme de leur lutte n'ont pas pris le pouvoir et n'ont pas instauré les régimes socialistes dont ils rêvaient au départ (au début des années 80), mais qui ont permis l'arrivée en Amérique centrale de la démocratie, tous s'accordent à dire que « c'est un progrès fantastique, parce qu'on a été le pouvoir à l'armée, parce qu'on a rétabli dans ce pays un État de droit, et dans notre histoire c'est un progrès ». En revanche, évidemment, ce qu'on peut dire c'est « qu'est-ce qu'on a en face? » Dans le marché: tout, hors du marché: rien! Et au nom du marché, au nom d'une théorie économique qui est en train de devenir totalitaire (puisqu'elle n'a plus d'adversaire), on a la mise en place de ce que, moi, j'appellerais des « démocraties ». C'est-à-dire que ces politiques économiques sont en

train, sur le plan macro-économique, de satisfaire les marchés financiers, et en même temps elles approfondissent partout les inégalités sociales.

## Une pauvreté qui s'amplifie

Au Pérou, 750 000 travailleurs perdent leur emploi (500 000 dans le public, 200 000 dans le privé); au Brésil, 9<sup>e</sup> puissance mondiale, 32 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, sur une population de 150 millions d'habitants... Dans tous les pays, on a un déficit social terrible... jusqu'à présent les analyses avaient fait ressortir que l'on avait deux classes: les riches et les pauvres. Le grand changement de ces dernières années, c'est l'apparition d'une classe de miséreux, d'indigents: la classe des « sans », sans-terre, sans-maison, sans-nourriture, sans-école... et ça c'est une fabrique de désespérés dont la seule économie, c'est l'économie informelle! Le seul secteur économique qui se développe vraiment en Amérique latine, c'est cette économie informelle, c'est-à-dire la débrouille... Un certain nombre d'économistes se disent qu'après tout, c'est bien. Mais ça veut dire quoi? Pas de protection sociale, pas d'accès à la santé, pas de retraite... On ne peut pas s'arrê-

ter au fait qu'ils se démerdent et qu'ils survivent! Évidemment, cela entraîne aussi l'émergence de l'insécurité et de la délinquance (ce qui ne veut pas dire que parce qu'on est pauvre on devient un bandit!). La drogue, produite par les petits paysans qui n'ont pas d'autre alternative, car les cours des cultures classiques sont en permanence en dents de scie, le « travail » des gosses, qu'on appelle les avions car ils font la liaison entre les dealers et les trafiquants... De cette insécurité, on arrive au syndrome classique de la peur et on glisse dans un phénomène de « nettoyage social »: par exemple on recensait à Rio (Brésil), en 1990, 492 enfants assassinés, 23 homicides par jour, etc., et on voit l'armée, petit à petit se « reconverter » pour lutter contre le nouvel ennemi, qui est le pauvre!

Les pouvoirs civils, inquiets de la violence mais incapables de prendre des mesures structurelles, se tournent vers l'armée en disant: « il faut contrôler ce chaos généralisé » et donc redonnent un rôle à l'armée, la rééquipent et lui offrent un place politique de ce fait. Demain, pourquoi pas, dans le désarroi total, on pourrait voir des citoyens, désarmés, faire appel une nouvelle fois à l'armée...

Résumé des propos de Maurice Lemoine réalisé par Sylvie, groupe

# Corée du Sud: vers la flexibilité généralisée

**D**ÉPUIS L'ÉTÉ DERNIER, l'Est asiatique traverse une crise qui ne cesse pas de s'approfondir. Depuis plusieurs mois, ce sont les travailleurs qui en paient le coût social. Partout, les licenciements sont massifs. Partout, le coût de la vie a explosé. D'une part, la forte dépréciation des monnaies locales rend inabordable les produits importés et, d'autre part, les prêts du F.M.I. sont conditionnés à la suppression des subventions sur les produits de première nécessité.

Des explosions sociales se préparent. En Indonésie, des émeutes de la faim, se traduisant par le pillage de nombreux magasins, se multiplient. Déployée dans tout le pays, l'armée tire à balles réelles. On compte déjà plusieurs morts. De son côté, dans un contexte social plus proche des standards européens, la classe dirigeante sud-coréenne tente de prendre les devants en négociant avec le mouvement syndical. Le 6 février, un accord « d'union nationale » vient d'être conclu entre le nouveau président, le patronat et les syndicats.

## Une réorganisation totale du capitalisme coréen

Avant de le détailler, resituons les enjeux. La Corée du Sud est confrontée à une crise globale de son modèle de développement. Dans un contexte euphorique, argent facile et croissance rapide tirée par les exportations, les grands groupes industriels se sont massivement endettés pour accroître leur capacité de production. Confrontés aujourd'hui à une classique crise de surproduction, ils doivent dans l'urgence « faire face à d'importantes restructurations », licencier massivement en langage décodé.

Pour y parvenir, la bourgeoisie sud-coréenne doit imposer un bouleversement des règles du jeu social. Il lui faut casser le « modèle de l'emploi à vie » (1), dominant dans les grands groupes, pour y substituer un modèle basé sur la flexibilité totale du marché du travail.

L'hiver dernier, le gouvernement avait déjà fait une première tentative. Passant en force, il avait fait adopter par le parlement une transformation radicale de la législation du travail. Confronté à une vague de grèves dures et massives, il avait été contraint de faire quelques concessions. En effet, le mouvement syndical en Corée du Sud a réussi à se développer et s'imposer comme un puissant acteur social (2).

Depuis de nombreuses années, la Fédération des syndicats coréens, le F.K.T.U. (un million de membres revendiqués),

détient le monopole du syndicalisme institutionnel, jouant généralement le rôle d'un « syndicat-maison ». Mais à la fin de l'année 1995, la création du K.C.T.U., à partir du regroupement de nombreux syndicats indépendants, a bouleversé le paysage syndical. Revendiquant 500 000 membres, cette Confédération coréenne des syndicats s'est affirmée comme plus déterminée mais aussi plus politique, luttant pour l'extension des droits démocratiques. C'est elle qui anima la grande grève de l'hiver dernier.

Cet essor syndical accompagné d'une réelle combativité a permis aux travailleurs sud-coréens d'améliorer significativement leurs conditions de vie (3).

## « L'union sacrée »

Pour parvenir à ses fins, la classe dirigeante coréenne organise les grandes manœuvres, mobilisant à tous les niveaux sur le thème de « l'union nationale ».

Élu président en décembre, Kim Dae-jung, leader de l'opposition démocratique et ancien dissident condamné à mort en 1980, joue le jeu de la « réconciliation nationale ». Ainsi, il accepte de faire campagne avec Kim Jong-pil, symbole de la dictature militaire et fondateur de la police politique, la K.C.I.A. De même, deux anciens « généraux-présidents », Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo, condamnés en 1996 à la fois pour corruption et pour la sanglante répression des manifestations en 1990 (200 morts), viennent d'être amnistiés.

Profitant de sa légitimité d'opposant historique, le nouveau président s'efforce d'en tirer avantage dans une situation où le F.M.I. peut être présenté comme responsable de tous les maux. Jusqu'à présent, les deux confédérations syndicales s'opposaient au nouveau code du travail, finalement adopté en mars 1997. Pourtant, elles viennent d'accepter de signer un « pacte social » qui ouvre la voie à des licenciements massifs (4).

Les patrons devront simplement respecter un préavis de soixante jours et négocier avec les syndicats la liste des licenciés. Un organe tripartite (syndicats, patronat, gouvernement) permanent, institutionnalisant cette « cogestion » sur le dos des salariés, est chargé de poursuivre les négociations du « pacte social ».

En contrepartie, les salariés obtiennent une dotation d'environ 18 milliards de francs au fond d'indemnisation du chômage (5), une somme ridicule relativement à l'explosion programmée de la population concernée. D'autre part, l'État s'est engagé à

élargir les droits syndicaux; en particulier la K.C.T.U., jusque là non reconnue officiellement, se voit accorder les mêmes droits que sa rivale.

Les salariés coréens acceptent-ils cet accord de dupe? Certainement confrontée au mécontentement de sa base, la direction de la K.C.T.U. a fait mine de retirer sa signature, menaçant de déclencher une grève générale illimitée.

Immédiatement, le gouvernement a fait déployer l'armée. Reculant devant la perspective d'une confrontation directe, la K.C.T.U. a finalement décidé de rentrer dans le rang. Ce n'est peut-être que partie remise.

Dans un contexte de globalisation du capitalisme, les problèmes qu'affrontent les travailleurs tendent à s'uniformiser, de même que les méthodes utilisées par les classes dirigeantes. La bourgeoisie coréenne tente aujourd'hui d'intégrer l'ensemble du mouvement syndical en l'institutionnalisant. Depuis un siècle, c'est une méthode qui a fait ses preuves dans notre vieille Europe.

## Patrick - groupe Durruti (Lyon)

(1) L'emploi à vie est un élément d'un modèle de gestion « paternaliste » de la main-d'œuvre. L'entreprise, une « grande famille », assure la sécurité de l'emploi et des perspectives de promotion interne à ses « enfants » les plus dévoués. En contrepartie, les salariés doivent montrer leur « reconnaissance ». Sous la pression de l'encadrement, ils sont contraints d'effectuer de nombreuses heures supplémentaires non payées et de renoncer « volontairement » à leurs congés. Dans un contexte d'expansion rapide, c'était, pour le patronat, un mode de gestion du personnel parfaitement rationnel.

(2) Dans les entreprises de plus de mille salariés, le taux de syndicalisation atteint 80 %.

(3) Entre 1987 et 1989, les luttes sociales se sont multipliées. Ne manquant pas de « grain à moudre », le patronat a alors tacitement fait le choix d'acheter la paix sociale. Pendant près d'une décennie, les salaires ont augmenté en moyenne de 15 % par an. Partant d'un niveau très faible, le salaire minimum (pour 8 heures pendant 24 jours) ne dépassait pourtant pas, en 1997, l'équivalent de 2 800 F. Mais dans les très grandes entreprises d'un petit nombre de secteurs, la construction automobile ou l'électronique, les salaires mensuels atteignaient l'an passé des niveaux proches des standards européens. Par exemple, les ouvriers coréens de Samsung Electronics étaient mieux rémunérés que les salariés des filiales du groupe implantées en Grande-Bretagne.

(4) Les conséquences seront certainement dramatiques. Il y a peu, la Corée du Sud comptait 600 000 chômeurs; dans les prochains mois, selon les estimations gouvernementales, un million de travailleurs supplémentaires vont les rejoindre. Selon l'économiste François Chesnais, le nombre de chômeurs pourrait atteindre trois millions à la fin de l'année pour 46 millions d'habitants.

LECTURE Les nouveaux chiens de garde \* à la petite semaine  
Instruction civique

Serge Halimi

**B**AS LES MASQUES! EN UNE centaine de pages, Serge Halimi, journaliste au *Monde diplomatique*, nous livre un brûlot décapant sur les pratiques de « connivence » et de « révérence » qui survivent à toutes les alternances politiques et industrielles. Sorte de nomenklatura médiatique qui se veut le gotha de la profession, ils ne sont – citations à l'appui dont l'énoncé suffit à la démonstration – que les haut-parleurs, les « nouveaux chiens de garde » du système dominant: « le marché ».

Ce marché est d'ailleurs une vérité indépassable et d'évidence comme nous l'explique doctement Philippe Manière, chroniqueur économique au « Point »: « Le marché des marchandises, du travail, et les échanges financiers existent depuis des lustres. Le marché qui régule l'offre et la demande est neutre. On perd vraiment du temps à le critiquer. Il

demeure une des données incontournables de la vie. »

Et au cas où nous n'aurions pas compris, son compère Alain Minc, financier raté reconverti en journaliste à succès, également président du conseil de surveillance du *Monde*, se charge d'enfoncer le clou: « Je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés. Je suis comme un paysan qui n'aime pas la grêle mais qui vit avec... Il faut savoir et partir de là: agir comme s'il s'agissait d'un phénomène météorologique. » Bref, le marché c'est naturel!

Que ce soit dans la presse écrite, radiodiffusée ou télévisée, ces oligarques sont omniprésents, l'employé de l'un étant l'employeur de l'autre et vice-versa, la palme revenant au stakhanoviste Alain Duhamel qui préside le comité éditorial d'Europe 1, où il disserte de tout dans « la tranche du matin qui cible les décideurs », et dont les édito-

riaux sont accueillis dans *Libération*, *Le Point*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, le *Courrier de l'Ouest*, *Nice-Matin* et est abondamment cité dans *Le Monde* et *L'Humanité*.

Halimi dénonce également les « courtisanes croisées » à l'instar du numéro de duettistes de Serge July et Philippe Alexandre, « Christine a fait un livre... » lors de l'émission *Dimanche Soir* sur France 3, le 6 avril 1997, animée par Christine Ockrent. À propos de cette dernière d'ailleurs est évoqué ce titre du *New York Times* lorsqu'elle se fit embaucher sur France 2 en septembre 1988: « La star qui fait craquer la France pour un salaire de misère. » Une misère de 120 000 F par mois alors que la profession est gangrenée par la précarité, les piges mal payées, les « stages sans avenir ». Reprenant la formule de Beuve-Méry: « Le journalisme c'est le contact et la distance », Halimi l'explique: « contact avec les privilégiés, distance envers les précaires. » À l'affirmation d'un contre-pouvoir s'est donc « substituée la volonté d'accompagner les choix de la classe dirigeante ». *Libération*, *Le Monde*, *Le Point*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, c'est partout le même son de cloche. Laurent Joffrin, ex-directeur du *Nouvel Obs* et actuel directeur de *Libé*, va même jusqu'à dire que son journal « a été l'instrument de la victoire du capitalisme dans la gauche ». Ce ne sont pas les Bouygues, Lyonnaise des eaux, Générale des eaux, Lagardère et autres Chargeurs réunis qui diront le contraire!

Face à une telle volée de bois vert, la « grande presse » a d'abord préféré ignorer le livre, mais son succès grandissant – plus de 80 000 exemplaires vendus – a notamment contraint le directeur de la rédaction du *Monde*, Edwy Plenel (1), à réagir par un long papier, dont le titre est tout un programme « Le faux procès du journalisme », paru... dans *Le Monde diplomatique* de février! (2) Épinglé par Halimi pour avoir souligné à propos du service « Entreprises » - dans un entretien paru en mai 1996 dans la revue *Le Débat* - « un choix dénué d'ambiguïtés: la micro-économie, les marchés

et la finance sans complexe, sans ce rapport trouble, voire hypocrite au monde de l'argent », il lui reproche de n'avoir pas prolongé la citation car « je voulais simplement dire que même la critique de l'économie ne pouvait se passer d'informations fiables, précises et pointues, pêchées au cœur de la réalité marchande. » Certes, mais quand dans le *Monde* du 30 janvier, faisant le bilan de l'année écoulée, le directeur du journal, J.M. Colombani, conclut en indiquant que « la priorité éditoriale du *Monde* sera le renforcement des pages « Entreprises », c'est avec rai-

son qu'Halimi réplique « qu'on ne saurait abandonner à la bourse le choix de déterminer la seule politique possible. »

Après les colloques « Littérature et anarchie » et « La culture libertaire », le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles de l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble et les éditions A.C.L. organisent un nouveau colloque international

Les incendiaires de l'imaginaire  
Grenoble les 19, 20 et 21 mars 1998  
renseignements: 04 76 82 56 48; fax 04 76 82 56 65

et la finance sans complexe, sans ce rapport trouble, voire hypocrite au monde de l'argent », il lui reproche de n'avoir pas prolongé la citation car « je voulais simplement dire que même la critique de l'économie ne pouvait se passer d'informations fiables, précises et pointues, pêchées au cœur de la réalité marchande. » Certes, mais quand dans le *Monde* du 30 janvier, faisant le bilan de l'année écoulée, le directeur du journal, J.M. Colombani, conclut en indiquant que « la priorité éditoriale du *Monde* sera le renforcement des pages « Entreprises », c'est avec rai-

son qu'Halimi réplique « qu'on ne saurait abandonner à la bourse le choix de déterminer la seule politique possible. »

J.-J. Gandini

\* Les nouveaux chiens de garde. Serge Halimi. Edition Liber. 30 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

1. qui a commencé sa carrière à *Rouge*, organe de la L.C.R.
2. Au nom du « droit » de l'actionnaire majoritaire. Le lecteur lira avec profit « Les médias et les illusions nécessaires » de Noam Chomsky, salué par *Le Monde* comme « une formidable leçon de pensée libre et rebelle ». Faites ce que je dis, pas ce que je fais!

CINEMA

OSSOS. Pedro Costa

Pour Paulo Branco, producteur portugais, parisien d'adoption, le film de Pedro Costa est un film qui va très loin, qui atteint une dimension inédite au cinéma, qui peint un monde à part, qui réussit à montrer que ce quartier de Lisbonne presque maudit est peuplé d'humains, misérables, certes, mais d'êtres vivants. *Ossos* est une œuvre difficile. Le film vous atteint au plus profond de vous-même, on le reçoit malgré lui. Il ne veut pas vous séduire, il détourne plutôt la tête, il a honte de vous montrer ce qu'il montre. Ce ne sont pas des scènes racoleuses de la misère du monde, même si ces êtres sont si loin de notre vie, ils transmettent la dimension étonnante de la leur. C'est parfois très violent, mais vrai, glauque mais dans une authenticité. Ce sont les images qui transportent le contenu malgré elles. Les personnages ne tiennent pas à vous délivrer un message. Ils existent, portent et représentent une dureté, une force. Le film avance avec des plans lents, forts, aux couleurs rares, couleurs qui étonnent, tellement vous partagez le noir désespéré de ce père, de cet enfant, de toutes ces mères potentielles. De cette quête d'amour.

Un film sur un quartier de Lisbonne: Fontainhas. Un film sur l'âme d'un quartier. Sur les âmes qui errent dans ce quartier, sur une mère qui ne sait que faire de son enfant. Sur d'autres qui essaient de s'improviser mères et maternelles. Pedro Costa invente une figure inédite du corps social. Les pères plus faibles qu'un bébé seront des mères d'adoption pour enfants abandonnés. Être le père réel est-ce vraiment une question importante quant le bébé ne veut que manger et regarder l'humain qui le tient dans ses bras?

Heike Hurst. - *Fondu au Noir (Radio libertaire)*

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

vendredi 27 février à 16 heures:  
Reflex: avec Serge Halimi à propos des médias du capital

vendredi 27 février à 14 h 30:  
Jazz en liberté: Art Blakey et les jazz messengers en public (1960); Cindy Blackman quintet (1990); Jacques Thollot Tenganina (1995).

samedi 28 février à 23 heures:  
Harmonie du monde: Howard Hanson.

dimanche 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30:  
Ça rend sourd: avec le groupe Shield.

lundi 2 mars à 19 h 30:  
La mémoire sociale: Karl Marx.

Ils ne pensent donc qu'à ça? Maurice T. Maschino

**L**A SEXUALITÉ. TOUT LE MONDE EN PARLE, le plus souvent pour ne rien dire. Inlassablement, nous ressasons des lieux communs éculés, nous manions une langue de bois qui, selon notre personnalité se teinte de réserves pudiques ou de surenchères grivoises. Au bout de compte, malheur à qui s'efforce de briser cette loi du silence censée préserver les libertés individuelles, honnis soient ceux ou celles qui tentent de mettre à jour ces vérités qui paraissent ne pas toutes bonnes à dire.

Pour s'être essayé courageusement à dresser un tableau des différents aspects de la sexualité masculine, Maurice T. Maschino risque de s'attirer les foudres de plus d'un lecteur. Bien sûr, l'exercice de synthèse d'approches pluridisciplinaires et d'une kyrielle de témoignages expose l'auteur au double écueil de la caricature et du manque d'exhaustivité. Mais qu'à cela tienne, son étude est une esquisse intéressante. Elle ébauche un bilan de l'étendue des avancées et des désastres. Elle donne envie de poursuivre l'état des lieux pour enrichir les débats publics et privés afin d'aller tous ensemble vers plus d'émancipation.

Maschino passe tout en revue, sans fadaïse pudibonde ni hypocrisies mensongères: homosexualité et hétérosexualité; peur pathologique de l'immixtion de l'autre et aspiration à une relation fusionnelle; crainte d'être éconduit et donjuanisme conquérant; performances physiologiques et impulsions psychologiques; conformisme frileux et perversités criminelles du violeur ou du pédophile.

Si l'écrivain enfonce parfois des portes ouvertes, il soulève bien souvent des chapes de plomb aux allures de couvercles de poubelles dont le remugle nauséabond écoeure, il apporte quelques clefs pour décrypter des comportements difficilement compréhensibles de prime abord.

Disons le tout-net: quel que soit votre âge, votre sexe, votre sexualité vous gagnerez à lire cet ouvrage qui jette un pavé supplémentaire dans la mare boueuse du politiquement correct.

Christophe Fétat

Ils ne pensent donc qu'à ça? Maurice T. Maschino. Édition Calman-Lévy, 1998, 305 p. 120 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

CARCASSONNE

## Les premiers pas du Collectif action justice sociale pour tous

DÉBUT DÉCEMBRE, UNE POIGNÉE DE CHÔMEURS DE Limoux et ses environs investissent l'A.N.P.E. de Limoux pour distribuer un tract au titre évocateur « l'horreur économique » appelant à une réunion pour la création d'un collectif de chômeurs. La directrice de l'A.N.P.E. de Limoux, bien connue des chômeurs pour sa facilité à radier pour un oui pour un non, ne prend pas la chose avec le sourire, les distributions continuent donc devant l'A.N.P.E.

Une association d'insertion de Limoux prêtait son local aux chômeurs. Cette association subventionnée reçoit la menace du Conseil général socialiste de se faire supprimer les subventions si elle accueillait les chômeurs. Un café limousin prête sa salle de restaurant.

La première réunion regroupe une trentaine de personnes. La description des situations personnelles de chacun évoque un retour au siècle dernier et confirme qu'enormément de gens isolés sont dans les mêmes situations dramatiques et inacceptables. Le collectif naissant décide de rester en dehors des partis politiques, des syndicats et de toute organisation. Un fonctionnement proposé par des libertaires est accepté (A.G. décisionnelle, refus de délégations, action directe). On sent une adhésion incontestable au principe de respect de l'individu, de décision collective, d'éviter les prises de pouvoir.

Cependant, les chômeurs ne se révoltent pas seulement pour l'arrêt des radiations. Des revendications plus générales sortent des discussions comme le partage du travail et des richesses, l'obtention d'un revenu minimum d'existence. Diverses occupations ponctuelles se succèdent, à la C.A.F. et surtout à l'A.N.P.E. Des réunions hebdomadaires aussi.

Alors que le collectif occupe l'antenne de la C.A.F., une chômeuse excédée par l'arrêt de ses prestations s'énervait dans les locaux des A.S.S.E.D.I.C. À l'arrivée de la police, une bousculade s'ensuit. La jeune femme est emmenée au commissariat. Durant la garde à vue, un policier la traite de parasite, on la questionne sur ses opinions politiques et elle reçoit un coup de poing au visage. La blessure constatée par un médecin, elle porte plainte. Aujourd'hui, cette personne fait partie du Collectif action justice sociale pour tous, puisque c'est le nom que s'est donné le collectif de chômeurs de Limoux.

Le lundi 5 janvier, le collectif décide de se joindre au mouvement national en occupant l'A.S.S.E.D.I.C. de Limoux. Arrivée vers 9 h 30 le matin, une quinzaine de chômeurs sont accueillis gentiment par le personnel qui « comprend leurs revendications ». Les membres du collectif n'entravent pas le fonctionnement des A.S.S.E.D.I.C. qui continuent d'accueillir des personnes avec la présence des occupants. Moins d'une heure plus tard, la responsable de l'agence reçoit l'ordre de ne plus traiter les dossiers des personnes arrivant alors que rien ne l'empêchait. Il s'agit de monter les chômeurs les uns contre les autres en faisant croire que les membres du collectif entravent la bonne marche des A.S.S.E.D.I.C. La magouille ne prend pas et certains chômeurs arrivant rejoignent même le collectif.

Le directeur départemental des A.S.S.E.D.I.C. arrive dans l'après-midi avec un huissier pour prendre note des revendications. Faisant mine de s'intéresser à la discussion, il ne retient que la volonté des occupants de

rester sur les lieux. Quelques minutes plus tard, une dizaine de policiers en civil et une vingtaine en uniforme se positionnent à l'intérieur et autour des A.S.S.E.D.I.C. Les occupants sont alors une vingtaine. Le responsable de la sécurité publique (sic) audoise donne cinq minutes aux chômeurs pour sortir. Ceux-ci refusent. Une pluie de coups s'abat sur les occupants. Le chef des policiers ouvre le bal en frappant une femme au visage avec sa matraque, d'autres sont jetés dehors en ayant reçu des coups.

L'amertume est grande chez tous les occupants, l'esprit de révolte devient plus fort encore. La population est toute entière à la cause des chômeurs. L'état socialiste a répondu à la demande légitime des chômeurs de justice par la violence. Le collectif manifeste en ville, investit la mairie et prend à partie le député-maire socialiste. Le nombre des manifestants a doublé depuis le matin. La répression a eu l'effet inverse de celui escompté par les autorités.

### Situation générale dans l'Aude

À ce jour, le collectif de Limoux est le plus important de l'Aude avec environ soixante-dix personnes. Tous les jours, de nouveaux contacts sont pris au local.

Un collectif est en structuration à Carcassonne, la majorité des membres est adhérente à A.C. ! Le fonctionnement de ce collectif, dont les bases doivent être posées ces jours-ci, s'oriente vers les principes de démocratie directe de Limoux. Tous les membres sont d'accord là-dessus, mais les débuts de la mise en pratique sont plus difficiles, d'autant que le collectif entretient des rapports difficiles avec le comité C.G.T. existant, mais non mobilisateur.

À ce jour, le collectif de Carcassonne regroupe environ quarante contacts, c'est un bon début. Il tient une permanence au local du collectif libertaire, le Bazar.

Des chômeurs sont en train de s'organiser à Lézignan en dehors du comité C.G.T. existant. Ils ont fait une demande de local. Des contacts existent entre Lézignan, Carcassonne et Limoux.

Sur Narbonne, c'est le C.A.D.T.-C.G.T. qui, à notre connaissance, est le seul comité existant.

L'avenir des comités de chômeurs audois semble favorable. Ils se développent petit à petit. Leur fonctionnement en démocratie directe à l'image du Collectif action justice sociale pour tous de Limoux leur confère des bases solides, car tous les individus ont une responsabilité égale dans les collectifs et ont la possibilité de s'investir. Les individus sont particulièrement attachés à ce fonctionnement.

Les libertaires qui prônent depuis toujours ces pratiques ne peuvent que se réjouir qu'elles s'inscrivent dans un mouvement social important et durable. Des membres du collectif libertaire le Bazar y sont présents, ainsi que du groupe F.A. de Carcassonne, les tracts de la C.N.T. y reçoivent un bon écho. Nombre de collectifs de la France entière semblent s'organiser sur la même base. Des contacts sont déjà établis. Il est temps de coordonner et d'amplifier ces pratiques.

### Groupe de Carcassonne F.A.

Collectif action justice sociale pour tous, 29 rue d'Engas, 11300 Limoux, Tél/Fax: 04 68 31 35 72

Le vendredi 13 mars, le collectif de Limoux organise une grande fête avec plusieurs groupes musicaux. Prenez contact.

## Abstention sans complexe!

suite de la première page

mêmes les démocrates et du fait de l'émergence de pôles de radicalité révolutionnaire à forte tendance libertaire, ce qui donne une perspective et un contenu politique à ces abstentions. Le risque pour ces politiciens étant que cette abstention « traditionnellement » passive ne trouve une capacité à penser et à développer des pratiques sociales émancipatrices, donc en rupture avec les schémas de la représentation.

En attendant, les listes 100 % pur gauche de la L.C.R. ont cru bon de dénicher des colistiers s'affublant de l'étiquette « libertaire radicalement

social-démocrate » du plus mauvais goût. Après la « gauche plurielle » voici venir la « nouvelle gauche voiture balais », histoire d'instrumentaliser et d'intégrer dans le sérail tout ce qui participe des mouvements sociaux d'aujourd'hui. C'est pour ces néo-léninistes non repentis le seul moyen qu'ils aient trouvé pour gérer l'existence de plus en plus conséquentes des libertaires au sein des listes sociales.

À ces petits calculs les anarchistes fédérés opposeront une dynamique et une stratégie révolutionnaire construite autour de concepts clairs: auto-organisa-

tion, démocratie directe, coordination des luttes à partir des structures de base, égalité économique et sociale.

Face à une économie capitaliste fabriquant toujours plus de misère pour le plus grand profit d'une classe de privilégiés et face à un État toujours mieux armé pour réprimer et contrôler les révoltes sociales, il n'y a pas d'autre alternative possible que leur destruction.

Place au fédéralisme libertaire et à l'anarchie!

Bernard  
groupe Déjacque (Lyon)

région lyonnaise  
**5<sup>e</sup> Journée Libertaire**  
samedi 7 mars  
organisée par l'union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste

### Débats

Pour une gestion libertaire de la commune; les élections régionales, le sexisme au quotidien; Education et violence; le chômage, la précarité et la réduction du temps de travail; La lutte des sans-papiers; L'enfermement carcéral et psychiatrique.

### Tables rondes

Algérie; Antifascisme; Transports; Sécurité sociale

### Expositions

### Vidéos

« Superphénix: histoire folle d'un monstre », « Paroles ouvrières, parole de Wonder », « Visiblement, je vous aime », « Les dockers de Liverpool », « Soumission à l'autorité »

### Théâtre à 21 heures

« Makhno, une histoire des paysans insurgés d'Ukraine » par la troupe Tsekch

### Musique et danse en fin de soirée

Toute la journée: Tables de presse, buvette, restauration, crèche  
prix d'entrée: 50 et 30 F (lycéens, étudiants, chômeurs)

CCO 39, rue Georges-Courtelaine - Villeurbanne

A G E N D A

### jeudi 26 février

**LILLE**: Un rassemblement de soutien à Christophe Fétat (militant inculpé au cours du mouvement des chômeurs) est organisé lors de son passage au tribunal à 13 h 30 devant le palais de justice (13, avenue du peuple Belge).

### vendredi 27 février

**MONTPELLIER**: Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat « Exclusion, alibi de notre société » à 20 h 30 à l'Antré Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc (derrière la gare).

### samedi 28 février

**RENNES**: Débat organisé par le groupe Sabaté de la F.A. avec Claude Guillon auteur du livre « A la vie, à la mort, maîtrise de la douleur et droit à la mort » à 20 h 30 au LAR 9, rue Malakoff.

**LYON**: Le groupe Jo Staline (folk) jouera en soutien à la librairie La Plume Noire de la F.A. à 21 heures au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée). Prix libre.

### dimanche 1<sup>er</sup> mars

**NANTES**: Grand carnaval antifasciste à 14 h 30 place royale à l'appel du S.C.A.L.P., No Pasaran, à l'occasion de la venue de Le Pen.

**SAINT-ETIENNE**: Le groupe Les Asturies de la Fédération anarchiste organise une table ronde sur le thème « fascisme et antifascisme » à 14 h 30 à la librairie « la mauvaise graine », 2 rue Paillon.

### mardi 3 mars

**PARIS**: Une coordination de travailleurs précaires est en train de s'organiser. A l'initiative d'associations comme le Collectif des non-titulaires de l'éducation nationale, les collectifs des musées du Louvre, du musée d'Orsay, du centre Pompidou, des aides-éducateurs de la région parisienne... Cette coordination se réunira à 20 heures à la Bourse du travail, salle Louise Michel, 3, rue du Château-d'Eau. Les travailleurs précaires de tous secteurs d'activité y sont invités.

### vendredi 6 mars

**PARIS**: Projection vidéo « La lanterne noire » au 10, rue Robert-Planquette (18<sup>e</sup>) à 20 h 30? Au programme: L'an 01, ou Johnny s'en va en guerre.

### jeudi 12 mars

**PERPIGNAN**: Dans le cadre d'une tournée organisée par l'Union régionale Sud-ouest de la F.A., réunion-débat en soirée avec Philippe Pelletier du groupe Nestor Makhno de la F.A. sur le thème de l'antifascisme, la salle sera précisée ultérieurement.

### Vendredi 13 Mars

**TOULOUSE**: Suite de la tournée de l'Union régionale Sud-ouest, le groupe Albert-Camus organise une réunion-débat avec Philippe Pelletier (du groupe Nestor Makhno de la F.A.) sur le thème de l'antifascisme, à la F.O.L. 31 rue des Amidonniers, à 20h30.